Document generated on 10/12/2024 12:30 a.m.

Recherches féministes

Des villes au féminin : projets d'ici et d'ailleurs

Denise Piché

Volume 2, Number 1, 1989

Lieux et milieux de vie

URI: https://id.erudit.org/iderudit/057540ar
DOI: https://doi.org/10.7202/057540ar

See table of contents

Publisher(s)

Revue Recherches féministes

ISSN

0838-4479 (print)
1705-9240 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Piché, D. (1989). Des villes au féminin : projets d'ici et d'ailleurs. *Recherches féministes*, *2*(1), 115–123. https://doi.org/10.7202/057540ar

Article abstract

At the turn of the century, challenging the conflict between waged and domestic work, feminists imagined innovative life settings. This interest in the built environment is taken up today by feminist planning. This paper presents some women's projects for changing the environment. It emphasizes the contribution of collectives in Toronto, Montréal and Québec; each develops visions of their own city and proposes ways of making it work for women.

Tous droits réservés © Recherches féministes, Université Laval, 1989

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Des villes au féminin : projets d'ici et d'ailleurs

Denise Piché

L'urbanisme est davantage un art qu'une science. Imbu de raison pratique, il aménage l'espace de façon à harmoniser les fonctions et besoins humains et l'environnement. L'urbanisme repose, bien sûr, sur un important corpus de connaissances issues de la recherche urbaine, mais il a d'abord pour fin la définition et la réalisation de projets qui forgeront l'habitat humain. Or, si la recherche urbaine, notamment celle qui est faite dans une perspective féministe, est largement diffusée dans les médias scientifiques, ce n'est pas le cas des réalisations de l'urbanisme, ni de ses procédés tels que le plan et la réglementation. La diffusion de ces façons de faire passe par des médias et réseaux professionnels, mais, même là, elle demeure très aléatoire. Avant d'être connus sous la forme de « recettes », les modèles et techniques urbanistiques doivent être reconnus. Tant qu'ils ne le sont pas, ils font partie des savoirs quasi inaccessibles. À titre d'exemple, encore aujourd'hui, les façons de protéger les vues (panorama et percées sur des paysages et objets particuliers) ne trouvent pas place dans la littérature, même professionnelle : la personne qui s'y intéresse devra cueillir son information auprès de telle ou telle municipalité, qui a expérimenté telle ou telle mesure, et encore faudra-t-il qu'elle puisse identifier des sources d'information.

Autant dire que les projets de ville au féminin demeurent largement inconnus, sauf à l'intérieur de réseaux particuliers, tel *Women and Environments*[1]. Tant que les réalisations de l'urbanisme féministe n'auront pas été reconnues, ou en attendant qu'une chercheuse s'attaque à la tâche d'en faire l'inventaire, de les classifier, de les analyser et de les interpréter, elles demeureront du domaine de l'anecdotique et du cas particulier. On ne pourra en discuter les mérites respectifs et en tirer des leçons sur l'art de faire. Ces réalisations de l'urbanisme sont pourtant intéressantes puisqu'elles visent un changement dans la condition des femmes par des moyens très concrets.

Pour esquisser un portrait de cette production qui puisse contribuer à sa reconnaissance et susciter des recherches, je présenterai les principaux modes d'intervention dont se sont prévalues les femmes à l'égard de l'environnement en les illustrant d'expériences et de projets particuliers[2].

Un urbanisme féministe : tendances et modes d'intervention

La remise en cause que les femmes font de l'urbanisme ambiant n'est pas un phénomène nouveau. On oublie trop facilement, par exemple, les travaux des féministes américaines du XIXe siècle, l'importante contribution des femmes bourgeoises au mouvement de réforme urbaine entre 1880 et 1920, les recherches des révolutionnaires russes dans les années 20. Depuis 1975, puisant à la fois dans le mouvement féministe et dans la recherche d'un urbanisme humaniste, ce questionnement a repris vigueur, comme en témoigne

la bibliographie présentée dans ce numéro (Cloutier, Masson, 1989). On cherche à comprendre les rapports spécifiques des femmes à l'environnement, mais on cherche aussi à transformer l'environnement. Sans prétendre rendre compte de l'ensemble des projets et actions des femmes à l'égard de l'environnement, je veux proposer l'examen de trois modes d'intervention urbaine privilégiés par les femmes, soit : le projet, l'action urbaine et l'urbanisme.

Le *projet*, c'est l'image d'un état encore inexistant, l'idée d'un milieu de vie différent de ce que nous connaissons, qui pourra ou non être réalisée. Spéculation ou exploration en vue d'une expérimentation, le projet est un lieu de questionnement sur le milieu dans lequel nous vivons et de recherche en vue d'un monde meilleur. On ne s'étonnera donc pas de constater que des féministes ont emprunté cette voie et voulu concevoir des projets pour des milieux de vie nouveaux qui répondent aux besoins des femmes.

Il faut remonter au XIXe siècle et au socialisme communautaire des Owen, Fourier, Considérant, pour trouver un des plus importants foyers de recherche d'espaces nouveaux. De nombreuses féministes · utopistes participent au mouvement, notamment aux États-Unis, et plusieurs autres s'en inspirent : on pense à Martha McWhirter et au Women's Commonwealth, à Marie Stevens Howland et à sa participation à la Pacific Colony, où les cuisines et les services de lessive sont communautaires, à Alice Constance Austin et à ses maisons « sans cuisine » pour la communauté de Llano del Rio, à Charlotte Perkins Gilman qui, malgré un élitisme détestable, développe une architecture féministe en marge de ses travaux sur les femmes et l'économie (Wright, 1977; Hayden, 1977, 1981). Toutes ces femmes questionnent le rôle des femmes et la privatisation des tâches liées à la reproduction. Au cœur de leur recherche, de leur projet, la collectivisation des tâches domestiques, une idée qui réapparaîtra souvent dans les utopies féministes. Ainsi, les révolutionnaires russes l'évoqueront comme moyen nécessaire à l'égalité des femmes (Kollontaï, 1973). Encore aujourd'hui rêver la ville non sexiste, c'est miser sur la mise en commun, par exemple par le biais de coopératives d'habitation, de services et de production. Hayden (1980) propose même la transformation des ilôts de banlieue en entreprises collectives qui voient à toutes les dimensions de la vie des résidantes et résidants.

Il faudrait plus de recherche pour colliger ces conceptions que les femmes se font de milieux de vies désexisés, car elles permettent de tester, en imagination, nos hypothèses de changement social et elles stimulent la réflexion.

À l'inverse des projets de collectivités nouvelles, *l'action urbaine* produit petit à petit des environnements nouveaux à l'intérieur même de la ville existante. C'est à la fois le mode d'intervention le plus subversif et le plus efficace qui s'offre aux femmes et, peut être, celui auquel elles ont le plus souvent recours depuis une vingtaine d'années. L'activisme urbain féministe d'aujourd'hui trouve aussi ses sources au tournant du siècle. Communautés religieuses, femmes de la bourgeoisie, puis plus tard, au XXe siècle, militantes communistes et syndicales participent à la réforme urbaine en s'occupant des services aux personnes, de l'environnement et de l'habitation (Wolfe et Strachan 1988). Plus radicale, l'action féministe d'aujourd'hui fait du « centre des femmes » la tête de pont de tout un réseau de services autogérés, tels maisons d'accueil, centres de formation, centres de santé; cet activisme a aussi permis la création, au Canada, d'un

réseau de coopératives d'habitation où on expérimente, en douce, de nouveaux modes de vie. En plus de ces actes de création de nouveaux lieux et milieux, des femmes luttent partout, au niveau local, pour garder dans les quartiers les services nécessaires à la vie quotidienne et à la qualité de vie : elles font alors œuvre de conservation des milieux de vie.

Ces actions concrètes qui transforment la ville sont difficiles à répertorier. Les Américaines ont désormais au moins un livre (Birch 1985) qui recense ce type d'actions : il rapporte, notamment, la fascinante aventure du National Congress of Neighbourhood Women qui regroupe aux États-Unis des organisations œuvrant, au niveau des quartiers, à améliorer la condition des femmes (Feit et Peterson, 1985). Wekerle (1988) et Duvall (1985) ont commencé ce travail au Canada, mais il reste beaucoup à faire pour rendre compte de l'extraordinaire activisme des femmes d'un point de vue urbain.

L'urbanisme réfère à l'ensemble des activités qui encadrent le développement urbain. Les femmes interviennent à ce titre, soit comme professionnelles, soit comme citoyennes.

On sait que les femmes sont peu représentées dans les professions de l'aménagement et qu'elles occupent encore une bien petite part des emplois dans les structures municipales (Ministère des Affaires municipales, 1988), mais les luttes pour l'égalité en emploi devraient peu à peu porter des fruits. Puisqu'au delà du droit à l'emploi et à l'égalité, ces luttes visaient la transformation du monde, il faut se demander quel projet environnemental les femmes mettront de l'avant lorsqu'elles auront infiltré les milieux de l'aménagement. On retrouve encore assez peu de comptes rendus d'expériences de planification portant attention à la question des femmes. Parmi les exceptions, on peut citer les prescriptions faites par Michelson (1985) pour les réseaux de transports, de services et de commerces, celles de Markus et Sarkissian (1988) pour les milieux résidentiels et celles de Klodawsky, Spector et Rose (1985) pour l'habitat des familles monoparentales. Saegert (1985 et Saegert, Liebman et Melting, 1985) a écrit sur son expérience de consultation auprès de la ville de Denver pour faire du centre-ville un lieu habitable par une grande variété de personnes ayant des modes de vie et des besoins différents, en particulier par les femmes à revenus modestes. Il existe aussi ça et là des groupes de consultantes, architectes et urbanistes, qui font porter tous leurs travaux sur les environnements au féminin : citons, à ce titre, le groupe Matrix de Londres (1984). Signalons qu'en matière d'urbanisme et d'activisme urbain, la Hollande donne le ton et accumule les expériences intéressantes, mais sur lesquelles on trouve peu d'information écrite (van Vijk, 1987, Penrose, 1985); entre autres, on a construit dans ce pays plusieurs ensembles ou villages expérimentaux tournés vers les échanges de services et la vie communautaire. Dans l'ensemble, les modèles de pratique professionnelle féministe sont encore à construire, bien qu'il existe des références embryonnaires : on constate que la participation des femmes du milieu y tient une place privilégiée.

Du côté de l'action civique, de nombreux groupes se forment pour faire pression sur l'urbanisme traditionnel. Le Comité des femmes du désormais défunt Greater London Council avait non seulement bâti des programmes pour les femmes dans la ville, mais il avait aussi réussi à faire inclure un chapitre sur les femmes dans le plan de développement du Londres métropolitain (Strategic Plan

for London). Après maintes discussions, ce groupe avait choisi de rédiger un chapitre séparé sur la question des femmes afin d'exprimer leurs besoins et visions dans un langage qui leur est propre et de stimuler ainsi leur participation lors des audiences publiques. Madame Thatcher a subséquemment aboli le GLC, mais les municipalités (« boroughs ») du Londres métropolitain semblent avoir emboîté le pas et créé de tels comités de femmes. D'autres Londoniennes se préoccupent de transport en commun, par exemple le « Campaign to Improve London's Transport », qui fait de la recherche et des propositions sur la façon d'améliorer le service pour les femmes (Bashall, 1987). On verra plus loin des expériences canadiennes qui vont dans le même sens.

Les projets et utopies que les femmes imaginent, les actions concrètes qu'elles posent pour façonner la ville et leur participation active à l'urbanisme ne sont pas nécessairement concertés, mais toutes ces interventions participent d'un même mouvement, même si elles visent des fins diversifiées et parfois même contradictoires. Avant de conclure sur les constantes observées à travers ces projets et actions, il faut toutefois poser la difficile question de la nature d'un urbanisme féministe et des fondements d'une ville au féminin. D'une part, on reconnaît aisément qu'un urbanisme féministe ne se compose pas de n'importe quel projet fait avec l'intention de répondre aux besoins (lesquels ?) des femmes. D'autre part, il est facile de sombrer dans la tautologie et la pétition de principe, du type « l'urbanisme féministe, c'est ce que les intervenantes féministes font. Et ce que les intervenantes féministes font, c'est de l'urbanisme féministe ». Ainsi les militantes urbaines favorisent souvent le modèle coopératif et la déségrégation de l'espace, deux traits assimilés à une ville au féminin sans qu'on puisse discerner en quoi ils sont nécessairement et directement associés à la question des femmes.

Il est impossible de donner une réponse ferme à cette question. Positions réformistes, féminisme égalitaire, féminisme socialiste, féminisme radical et éco-féminisme apportent tous une contribution à la féminisation de la ville. À la limite, comme de nombreuses militantes l'affirment, les luttes pour un milieu de vie plus humain et pour la protection de la qualité de l'environnement sont des luttes pour les femmes et vice-versa. Afin de résoudre ce problème de définition, en conformité avec la définition implicite du champ d'étude des rapports femmes-environnements, je proposerais qu'on classe comme féministes les interventions qui reposent de façon explicite sur une analyse des rapports sociaux de genre; d'une certaine manière, peu importe l'orientation de ces interventions, si elles se préoccupent d'égalité des sexes et de la condition spécifique des femmes, elles contribuent au mouvement.

Les grandes tendances de l'urbanisme féministe qui sous-tendent les projets et actions présentés sont la collectivisation des tâches domestiques, la déségrégation de l'affectation du sol et son corollaire, la déconcentration des activités dans la ville, la généralisation de la participation, la priorité donnée aux besoins humains, particulièrement à ceux des groupes défavorisés, l'intérêt pour les réseaux communautaires et les entreprises autogérées, l'accent mis sur la qualité de vie et la protection de l'environnement. Il ne faut toutefois pas croire que le mouvement recherche l'expression idéale ou radicale de chacune de ces tendances, ni qu'elles ont été définies une fois pour toute. L'urbanisme des femmes change la ville en agissant sur des situations concrètes et changeantes

où les divisions de genre, et aussi d'autres divisions sociales discriminatoires, sont à l'œuvre.

Toronto, Montréal, Québec : actions et projets de femmes

Pour compléter le tableau brossé jusqu'ici, je présenterai avec plus de détails l'action de collectifs de femmes à Toronto, Montréal et Québec, sur lesquels il existe peu ou pas d'information publiée. Le cas de Toronto nous permettra de voir comment des militantes s'organisent et développent un programme d'action pour agir sur leur ville. Les cas de Montréal et de Québec illustrent des visions d'une ville au féminin.

Women Plan Toronto[3] est sans doute un des groupes féministes les plus intéressants en matière d'urbanisme et d'activisme municipal. Cette organisation fondée en 1985, avec sa cinquantaine de membres actives et son réseau de 300 groupes et individus à travers la métropole torontoise, cherche à améliorer la qualité de vie urbaine en aidant les Torontoises à faire entendre leurs revendications auprès des autorités municipales et en faisant connaître les besoins spécifiques des femmes. Après quatre années d'opération, le groupe compte un nombre impressionnant de réalisations, que ce soit en termes d'animation, d'actions ou de publications.

La première action du Collectif a été de rencontrer divers groupes de femmes de la région de Toronto afin d'identifier les aspects positifs et négatifs de cette ville pour les femmes ainsi que les changements à y apporter. Les perceptions et aspirations des participantes ont été consignées dans un rapport (Women Plan Toronto, 1986) qui, depuis, sert de base au travail du Collectif. Les ateliers et rencontres avec des groupes communautaires se sont par la suite multipliés : la liste des rapports produits touchent les commerces de quartier, les logements en sous-sol, les densités excessives de développement accordées aux promoteurs en échange d'espaces de garderie, la fermeture des toilettes publiques, les services de nuit dans le transport en commun.

L'action de WPT en faveur de la sécurité pour les femmes dans la ville est particulièrement intéressante : on a analysé les lieux dangereux à Toronto, on a développé des moyens d'intervention à l'intention des municipalités (Women Plan Toronto et Metro-Action Committee on Public Violence Against Women and Children 1987) on a produit, pour fins d'animation, une série de courts vidéos reproduisant de façon très réaliste des situations environnementales où les femmes se sentent vulnérables et on a travaillé à sensibilier les intervenant(e)s, policiers et conseillèr(e)s municipaux.

Le Collectif a aussi beaucoup agi au niveau politique. Il a fait connaître Toronto sous un jour nouveau à des élus municipaux; il a apporté son support aux femmes intéressées à se présenter aux élections municipales de novembre 1988, ainsi qu'aux groupes de femmes qui cherchaient à se faire entendre des différents candidats; il a analysé les prises de position des candidates et candidats au regard de la condition des femmes et diffusé largement le résultat de son évaluation.

En outre, WPT produit des capsules d'information pour la radio, des dépliants pour les urbanistes, les intervenant(e)s, les citoyen(ne)s et il sert de véhicule pour coordonner l'action des groupes de femmes torontois en vue de transformer leur milieu de vie[4].

On comprendra que WPT soit devenu un modèle pour les femmes intéressées par l'action municipale partout à travers le monde. Cette visibilité, gagnée par un travail de tous les instants, permet maintenant au groupe de s'attaquer à la production d'un inventaire international des interventions des femmes pour changer les villes, leur ville. En plus de constituer un modèle intéressant pour celles qui sont intéressées par l'activisme urbain, le collectif Women Plan Toronto est riche d'enseignement sur la façon dont le mouvement des femmes fonctionne. Des militantes et professionnelles, spécialistes des questions urbaines, se sont ici regroupées dans le but spécifique d'influencer en faveur des femmes les décisions de leur municipalité; dans la poursuite de leur travail, elles peuvent se nourrir à tout un réseau d'organismes et de groupes de femmes qui œuvrent dans d'autres domaines et, en retour, elles contribuent à alimenter ce réseau. Ces appuis mutuels font du mouvement des femmes une force face à la ville de Toronto.

À ma connaissance, il n'existe pas encore de groupes similaires à WPT au Québec. Le contexte s'y prête pourtant, du moins en apparence. En effet, l'adoption, en 1979, de la loi 129 sur l'aménagement du territoire mettait l'urbanisme à l'ordre du jour au Québec en donnant aux municipalités régionales de comtés le mandat de produire des schémas d'aménagement et aux 1 500 municipalités québécoises celui de produire des plans et réglementations d'urbanisme. Cette loi rendait aussi la consultation publique obligatoire, ce qui était de nature à amener les citoyennes et citoyens à se prononcer sur le développement de leur cadre de vie. Un bilan de la participation des femmes aux opérations de consultation pourrait nous apporter un éclairage de premier ordre sur leurs intérêts en matière de milieu de vie et, si jamais on concluait à leur faible participation, il faudrait se questionner sur la valeur des contenus des schémas et plans d'aménagement et sur l'efficacité des procédures de consultation. Malheureusement, un tel bilan n'a pas encore été fait.

Bien que les communautés urbaines de Montréal et de Québec ne sont pas couvertes par la loi 129 et que la consultation publique ne faisait pas partie, jusqu'à tout récemment, des mœurs des administrations des villes de Montréal et Québec, c'est là que, pour la première fois, des collectifs de femmes se sont formés pour se prononcer, dans une perspective féministe, sur les orientations de développement projetées pour leur ville. Le groupe de travail Femmes et ville a pris naissance en 1987 à Québec en vue d'audiences publiques sur le projet de *Plan directeur d'aménagement et de développement de la ville de Québec*. Puis, l'année suivante à Montréal, un collectif du même nom préparait sa réaction à l'*Énoncé d'orientation sur l'aménagement de l'arrondissement Centre* de cette ville. Un peu plus tard la même année, un autre groupe, le Comité Femmes et Logement de l'Assemblée générale des femmes en interventions régionales, préparait un mémoire sur la ville de Hull. Aucun de ces groupes ne s'est donné une structure permanente et des objectifs à l'image de ceux de WPT. Toutefois, leurs positions et propositions[5] s'inspirent d'un même esprit et elles rejoignent les grandes tendances de l'urbanisme féministe décrites plus haut. Ainsi, les membres du collectif de Montréal proposent pour leur ville « un centre-ville où les femmes auront accès à des logements abordables, à un environnement sécuritaire, à proximité des emplois et des services de base, et ceci dans le respect de la diversité des modes de vie ». Même désir d'un centre-ville habité et

habitable chez les femmes de Québec. Ces dernières généralisent le principe de l'intégration spatiale des fonctions urbaines à l'échelle de toute la ville en privilégiant « un concept de dispersion et d'intégration des lieux d'emploi dans la trame urbaine des quartiers » et « les principes de mixité des fonctions et d'accessibilité des services et équipements » à l'échelle de chaque quartier.

Peut-être ces mémoires n'ont-ils pas eu l'impact souhaité sur l'urbanisme des municipalités visées. Ils n'en demeurent pas moins importants par les pistes de réflexion, les voies de recherche et les modèles qu'ils proposent aux femmes, ainsi qu'aux élus et aux services d'urbanisme des municipalités. On regrette donc que la diffusion de ces documents soit très limitée.

Dans l'ensemble, c'est l'activisme communautaire des femmes québécoises qui aura le plus marqué le paysage urbain : on n'a qu'à penser aux débuts des services de garde pré-scolaires et scolaires, qui n'auraient pas vu le jour dans leur forme actuelle sans le travail des femmes. Néanmoins, d'autres forces et d'autres modèles plus traditionnels continuent leur œuvre dans la ville avec des moyens idéologiques, techniques et politiques plus lourds. Or, les femmes sont très peu présentes dans les grands débats sur l'aménagement, peut-être parce que les enjeux y sont définis de telle sorte qu'elles ne s'y reconnaissent pas. Bien qu'ils pêchent par leur idéalisme, et peut-être même par leur utopisme, les projets de ville au féminin ont le mérite de faire la démonstration qu'on peut penser la ville autrement et redéfinir les priorités de l'urbanisme. Il faut maintenant que les conceptrices de ces projets suscitent la discussion au sein des groupes de femmes et des cercles de l'urbanisme officiel, sans quoi l'urbanisme au féminin risque de demeurer longtemps dans la marginalité.

Notes

1. *Women and Environments* est une revue publiée depuis 1978 à Toronto par le Centre for Urban and Community Studies de l'Université de Toronto. La revue sert à la fois de support à un réseau international de chercheuses et de professionnelles et de moyen de diffusion des travaux sur les femmes et l'environnement.
2. À grand regret, je ne traiterai que d'expériences occidentales, même si nous avons beaucoup à apprendre des femmes sud-américaines, indiennes, etc.
3. On peut devenir membre de Women Plan Toronto et ainsi recevoir son bulletin d'information en écrivant à : Women Plan Toronto, 736 Bathurst St, Toronto, Ontario M5S 2R4.
4. Pour un exposé détaillé des positions adoptées par Women Plan Toronto pour une ville qui tienne compte des besoins et de l'expérience des femmes, voir Modlich, 1988.
5. On retrouvera ces positions dans les documents suivants : Femmes et ville (1987). *Une ville par et pour les femmes*. Mémoire présenté aux audiences publiques sur le Plan directeur d'aménagement et de développement de la ville de Québec; Collectif Femmes et ville (1988). *Pour une ville où il fera bon vivre au féminin*. Mémoire présenté aux audiences publiques sur l'Énoncé d'orientations sur l'aménagement de l'arrondissement Centre de Montréal; Comité Femmes et Logement (1988). *Les femmes de Hull auront-elles une ville à leur mesure ?* Mémoire présenté au Colloque populaire sur l'aménagement urbain Hullternative.

Références

BASHALL, Ruth
1987 « How women can be free to move », *Town and Country Planning*, 56, 9 : 274-275.

BIRCH, Eugenie Ladner (éd.)
1985 *The Unsheltered Woman. Women and Housing in the 80's*. New Brunswick, N.J., Rutgers University, Center for Urban Policy Research.

CLOUTIER, Céline et Dominique MASSON
1989 « Femmes et structures urbaines : extraits d'une bibliographie multidisciplinaire », *Recherches féministes* : 1, 2.

DUVALL, Donna
1985 « Emergency Housing in Canada », *Ekistics*, 310 : 56-62.

FEIT, Roonie et Jan PETERSON
1985 « Neighborhood women look at housing », in Eugenie Ladner Birch (éd.), *The Unsheltered Woman. Women and Housing in the 80's*. New Brunswick, N.J., Rutgers University, Center for Urban Policy Research : 177-190.

HAYDEN, Dolores
1977 « Challenging the American domestic ideal » in Susana Torre (éd.), *Women in American Architecture : A Historic and Contemporary Perspective*, New York, Whitney Library of Design : 32-39.
1981 *The Grand Domestic Revolution : Feminist Designs for American Homes, Neighborhoods and Cities*. Cambridge, Mass., MIT Press.
1980 « What would a non-sexist city be like ? » *Signs* : 5, 3.

KLODAWSKY, Fran, Aron SPECTOR et Damaris ROSE
1985 *Single Parent Families and Canadian Housing Policies : How Mothers Lose*. Ottawa : Société centrale d'hypothèques et de logement.

KOLLONTAÏ, Alexandra
1973 « Révolution dans la vie quotidienne », in *Marxisme et révolution sexuelle*. Paris, Maspéro : 212-226.

MARCUS, Clare Cooper et Wendy SARKISSIAN
1986 *Housing as if People Mattered : Site Design Guidelines for Medium-Density Family Housing*. Berkeley, University of California Press.

MATRIX (éd.)
1984 *Making Space. Women and the Man Made Environment*. London, Pluto Press.

MICHELSON, William
1985 *From Sun to Sun. Daily Obligations and Community Structures in the Lives of Employed Women and their Families*. Totowa, N. J., Ronnan and Allanheld.

MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES
1988 *Les femmes et l'emploi dans le monde municipal*. Québec, Ministère des Affaires municipales.

MODLICH, Regula
1988 « Planning implications of Women Plan Toronto », *Plan Canada*, 28, 4 : 120-131.

PENROSE, Jan
1987 « Women and the man-made environment : The Dutch experience », *Women and Environments*, 9, 1 : 12-14.

SAEGERT, Susan
1985 « The androgenous city : from critique to practice », *Sociological Focus*, 18, 2 : 161-176.

SEAGERT, Susan, Theodore LIEBMAN et R. L. MELTING
1985 « Working women : The Denver experience » in Eugenie Ladner Birch (éd.), *The Unsheltered Woman. Women and Housing in the 80's*. New Brunswick, N.J., Rutgers University, Center for Urban Policy Research : 83-100.

TAYLOR, Beverly
1985 « Women plan London », *Women and Environments*, 7, 2, : 4-6.

van VIJK, Josephine
1987 « Making safe the streets of Amsterdam », *Town and Country Planning*, 56, 9 : 266-268.

WEKERLE, Gerda
1988 « Canadian women's housing cooperatives : case studies in physical and social innovation » in Caroline Andrew and Beth Moore Milroy (éds), *Life Spaces : Gender, Household, Employment*. Vancouver, University of British Columbia Press : 65-80.

WOLFE, Jeanne et Grace STRACHAN
1988 « Practical idealism : women in urban reform, Julia Drummond and the Montreal Parks and Playgrounds Association » in Caroline Andrew and Beth Moore Milroy (éds), *Life Spaces : Gender, Household, Employment*. Vancouver, University of British Columbia Press : 65-80.

WOMEN PLAN TORONTO
1986 *Women Plan Toronto : Shared Experiences and Dreams*. Toronto, Women Plan Toronto.

WOMEN PLAN TORONTO AND METROACTION COMMITTEE ON PUBLIC VIOLENCE AGAINST WOMEN AND CHILDREN
1987 *The Women in Safe Environments (WISE) Report*. Toronto, Women Plan Toronto.

WRIGHT, Gwendolyn
1977 The model domestic environment : icon or option ? » in Susana Torre (éd.), *Women in American Architecture : A Historic and Contemporary Perspective*, New York : Whitney Library of Design : 18-31.